

MECANOPOLIS

présente

Pierre Hillard

**RAPPORT SUR LE
MONDIALISME**

*Genèse des relations entre le monde musulman
et l'oligarchie euro-mondialiste*

© Pierre Hillard 2012

Reproduction strictement interdite sans l'autorisation de l'auteur ou ses ayants droit

Dans la ville tunisienne de Sidi Bouzid, un jeune vendeur ambulant de fruits et légumes diplômé mais au chômage, Mohamed Bouazizi, se voit confisquer sa marchandise par la police locale le 17 décembre 2010. Par désespoir, il s'immole et succombe quelques jours plus tard à ses blessures. Sa mort entraîne des manifestations dans tout le pays conduisant à la chute du régime Ben Ali. L'effondrement du régime politique tunisien met le feu aux poudres à l'ensemble du monde musulman. Celui-ci gangréné par la corruption, le népotisme et les rivalités claniques a réagi telle une réaction chimique à un incident local. Ces événements sont révélateurs d'un malaise profond propre à l'ensemble de ce monde arabo-musulman. Ce printemps arabe commencé en janvier a pris de court l'ensemble de la sphère politique des pays européens, américains et asiatiques. Pourtant, nous pouvons assurer que ces événements n'ont sûrement pas surpris les élites mondialistes assurant la promotion ou la défection de ces politiciens chargés de nous diriger. En effet, en étudiant la genèse des textes émanant des cénacles européistes, onusiens ou encore de Fondations et de think-tanks, on observe une permanence dans les objectifs poursuivis. Il s'agit dans le cadre de cette philosophie d'instaurer

un modèle propre aux référents de l'euro-mondialisme ; c'est-à-dire le primat du marché et la déification de l'homme. Ces Etats musulmans doivent procéder à une véritable mue en se fragmentant et en adoptant des mesures compatibles avec la doctrine mondialiste concernant des secteurs aussi variés que la politique, l'économie, la société civile, l'éducation ou encore la justice.

Cependant, ce changement radical oblige à une refonte complète des structures propres à la civilisation musulmane et c'est là où le bât blesse. En effet, l'Islam se caractérise par une fusion du pouvoir spirituel et temporel à la différence d'un Occident jadis chrétien dont les principes reposaient sur une distinction de ces deux éléments. Une forme de fatalisme régit aussi les structures mentales musulmanes. Le principe musulman « c'était écrit » (le *Mektoub*) restreint la liberté de l'homme dont les actes sont fixés de toute éternité par Dieu. En contre partie, le monde occidental est affligé de vices hautement contaminant. En effet, on assiste, depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, à une véritable bascule des structures et référents propres à l'âme européenne depuis des siècles. Ainsi, un laïcisme forcené d'essence quasi religieuse et conduisant à une évacuation du divin exalte la primauté des droits de l'homme. Inévitablement, une mutation

bouleversant les structures politiques et mentales des pays européens se met en place. C'est donc un Occident déséquilibré dans ses structures religieuses, philosophiques, psychologiques et drogué aux richesses temporelles ainsi qu'à l'hédonisme qui cherche à imposer son modèle : le primat de l'homme et un matérialisme outrancié. Nous assistons donc à la confrontation de deux modèles radicalement opposés. La rencontre de ces deux mondes ne peut conduire qu'à des étincelles ouvrant la voie à la lutte entre deux métaphysiques. Leur coexistence est impossible. L'une doit disparaître au profit de l'autre. L'objectif de cette étude ne consiste pas à étudier dans les détails le déroulement de ces révolutions arabes même s'il nous arrivera d'évoquer tel ou tel point. En effet, ce que nous voyons n'est que la conséquence d'un long travail de sape. Il est bien plus intéressant de rappeler l'existence de ces grands et profonds courants sous-marins qui modèlent et déterminent l'avenir de centaines de millions de musulmans et, inévitablement, l'avenir des peuples européens et du monde entier. Même si les premiers contacts et les antagonismes entre ces deux mondes remontent au temps des croisades et de la *Reconquista* prolongés par la politique ottomane dans les Balkans du XV^e siècle au XVIII^e siècle, nous traiterons des

ambitions et des objectifs géopolitiques poursuivis à l'époque moderne entre les deux rives de la Méditerranée de la fin du XIX^e siècle jusqu'en 2011. C'est pourquoi, nous étudierons dans un premier temps les projets anciens politico-stratégiques animant les élites mondialistes du XIX^e siècle jusqu'à la Première guerre mondiale. Ensuite, nous aborderons les travaux patiemment élaborés au sein des instances européennes afin d'arrimer ce monde musulman au nouvel ordre mondial. Enfin, nous traiterons les stratégies développées au sein des enceintes mondialistes concernant les enjeux politico-énergétiques en terre d'Islam et les remaniements territoriaux envisagés des années 1950 jusqu'au début du XXI^e siècle.

Première partie

Les premières ambitions euro-mondialistes en terre d'Islam

A) Le chemin de fer Berlin-Bagdad (le *Bagdad-Bahn*)

La fin de la deuxième moitié du XIX^e siècle voit deux grandes puissances européennes s'affronter en terre d'Islam, plus précisément au Proche-Orient : l'Empire britannique et le II^e Reich de Guillaume II. Cette rivalité germano-britannique est très largement ignorée en France. Et pourtant, la compréhension profonde des antagonismes entre la thalassocratie britannique et la puissance terrestre allemande est capitale à connaître car elle a déterminé la Première guerre mondiale comme nous allons le voir. La compréhension de cette époque permet aussi de mieux saisir les enjeux de la guerre des Balkans à la fin du XX^e siècle. En effet, les rivalités entre ces deux Empires s'expliquent en raison des volontés de contrôle, de production et d'acheminement d'une nouvelle énergie se substituant au charbon : le pétrole. Au tournant du XIX^e siècle et du XX^e

siècle, la puissance maritime anglaise, maîtresse d'environ un cinquième des terres émergées, a besoin de maîtriser cette nouvelle énergie afin de conserver sa suprématie. En contre partie, le jeune Empire allemand dont l'unité politique est récente (18 janvier 1871) cherche à obtenir une « place au soleil » selon les propres termes de l'empereur Guillaume II. Cette Allemagne au développement économique vertigineux se doit de trouver de nombreux marchés capables d'absorber les excédents de l'industrie germanique. Dès 1889, une véritable révolution se produit avec la naissance de liens politiques, économiques et militaires entre le II^e Reich et l'Empire Ottoman. La visite de Guillaume II à Istanbul en 1898 renforce ces liens. Le monde turc d'alors est bien plus vaste que l'actuelle Turquie. En effet, son territoire s'étend sur toute la péninsule arabique ; c'est-à-dire un ensemble appelé à se fragmenter après la guerre de 14-18 et qui a permis la naissance de l'Irak, du Koweït ou encore de l'Arabie Saoudite. L'existence prouvée de vastes réserves de pétrole en Mésopotamie au niveau de Mossoul et de Kirkouk aiguise les appétits germano-anglais. Déjà, l'Empire britannique a réussi à mettre la main sur de nombreux gisements pétroliers en Perse (actuel Iran) grâce à l'entremise d'un espion britannique, Sidney

Reilly (né Sigmund Georgjevich Rosenblum)¹. Son action permit la création d'une grande compagnie pétrolière britannique : l'Anglo-Persian Oil Company.

Cependant, cette victoire britannique était insuffisante. En effet, du fait des liens germanoturcs, Berlin mettait la pression pour réussir la construction d'une voie ferrée immense à partir des années 1890, le Bagdad-Bahn. Partant de Hambourg, passant par Berlin, traversant l'Empire d'Autriche-Hongrie allié du II^e Reich, cette voie ferrée était obligée pour des raisons techniques et géographiques de passer par la Serbie, alliée de la France et de la Grande-Bretagne, ennemie farouche du monde germanophone. La Serbie constituait le talon d'Achille pour l'Empire allemand. Cette voie, véritable cordon ombilical, traversait la Bulgarie (alliée de l'Allemagne) puis zigzaguait à travers toutes les vallées du territoire ottoman pour longer ensuite le territoire du Tigre et de l'Euphrate riche en pétrole. Elle devait par la suite aboutir jusqu'au Golfe persique (actuel Koweït). Berlin envisageait de construire une base navale qui aurait menacé mortellement la « perle de l'Empire », les Indes britanniques. Outre le renforcement économique

¹ William Engdahl, *Pétrole une guerre d'un siècle*, Editions Jean-Cyrille Godefroy, 2008, p.33.

dans tous les domaines entre Istanbul et Berlin et la naissance d'une forme d'union douanière au profit de l'Allemagne entre tous les pays traversés par cette voie², cette dernière représentait un véritable oléoduc sur rail qui aurait, si le projet allait à son terme, assuré au II^e Reich une indépendance énergétique complète face à ses rivaux anglais, américain, français et russe. C'est donc une lutte à mort qui s'est engagée entre les Allemands et les Anglais. L'Empire britannique jouant sa place de première puissance ne pouvait pas admettre la réussite de l'Allemagne. Le *Times* de Londres du 3 octobre 1899 et le *Financial News* du 6 octobre 1899 révèlent, comme le rapporte l'économiste William Engdahl, « les fortes vues géopolitiques des milieux dirigeants de la politique étrangère britannique vis-à-vis du projet allemand de chemin de fer vers Bagdad »³. Il ne faut donc pas s'étonner de voir Londres s'opposer avec acharnement au projet allemand, en particulier, par l'intermédiaire des guerres balkaniques au cours de la décennie précédant la guerre de 1914. Comme nous l'avons

² Pour le lecteur soucieux de creuser ce sujet capital, nous l'invitons à lire les ouvrages majeurs d'André Chéradame en particulier : « L'Europe et la question d'Autriche » paru en 1901 et « Le plan pangermaniste démasqué » paru en 1916. Non réédités, ils peuvent être consultés sur le site américain <http://www.archive.org/>. Il est symptomatique de remarquer qu'une élite universitaire américaine publie les travaux du Français André Chéradame alors que celui-ci est largement inconnu en France Nul n'est prophète en son pays.

³ *Pétrole une guerre d'un siècle*, op. cit, p. 39.

écrit, la Serbie alliée à la France et à la Grande-Bretagne représentait le talon d'Achille des ambitions allemandes car ce pays représentait le point de jonction pour établir une ligne ferroviaire complète entre, d'un côté, le bloc continental européen et, d'autre part, l'Asie occidentale à partir des rives du Bosphore. Ces guerres multiples entre la Bulgarie, la Serbie, la Roumanie etc et à combinaisons multiples freinaient et entravaient l'achèvement complet du Bagdad-Bahn. Il n'est donc pas étonnant de lire les propos du conseiller militaire anglais, R.G.D Laffan, au service de l'armée serbe avertissant que « si Berlin-Bagdad se réalisait, un énorme bloc de territoires continentaux inexpugnables par une puissance maritime et produisant toutes sortes de richesses économiques serait unifié sous l'autorité allemande (...) », ajoutant que « par cette barrière, la Russie serait coupée de la Grande-Bretagne et de la France, ses amis occidentaux (...). A cette distance, les armées allemandes et turques pourraient facilement mettre en danger nos intérêts égyptiens et, par le Golfe persique, notre Empire des Indes serait menacé. Le port d'Alexandrette et le contrôle des Dardanelles donneraient bientôt à l'Allemagne une puissance navale énorme en Méditerranée (...). Un coup d'œil à la carte du monde nous montre comment la chaîne

des Etats s'étire de Berlin à Bagdad : l'Empire germanique, l'Empire austro-hongrois, la Bulgarie, la Turquie. Une seule petite bande de territoire bloque la voie et empêche les deux extrémités de la chaîne de se rejoindre : la Serbie. La Serbie est petite, mais reste rebelle entre l'Allemagne et les grands ports de Constantinople et Salonique, gardienne des portes de l'Orient ... La Serbie est véritablement la première ligne de défense de nos possessions orientales. Si elle venait à être brisée ou attirée dans le système Berlin-Bagdad, notre vaste empire mal défendu subirait rapidement le choc de la pression germanique vers l'Est ». L'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, contre l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand allume la guerre dans toute l'Europe. En fait, cette guerre permet à l'Angleterre de jouer son va-tout. En effet, même si la guerre épuise des forces humaines et matérielles au Nord-Est de la France et sur le front russe ; l'Angleterre ne perd pas de vue que les intérêts de sa politique passent par l'anéantissement du Bagdad-Bahn. Il s'agit de détruire de fond en comble le projet allemand du contrôle de production et d'acheminement du pétrole en provenance de Mésopotamie et empêcher l'émergence d'un bloc continental économiquement unifié allant de Hambourg jusqu'aux rives du Chatt-el-arab.

B) Elaboration des premières combinaisons territoriales au Proche-Orient

Au cours du Premier conflit mondial, il s'élabore au sein des chancelleries occidentales des projets de remaniement complet du Proche-Orient. Ainsi, le 16 mai 1916, les accords Sykes-Picot sont signés. Du nom des diplomates anglais et français ayant conçus ce document, ce texte parcellise l'Empire ottoman en de multiples Etats. La répartition des territoires sous la coupe des deux pays colonisateurs se fait au bénéfice de la Grande-Bretagne qui s'arroge les sols gorgés de pétrole d'Irak et du Koweït tandis que la France récupère le Liban et la Syrie riches en dattes. La révélation du contenu de ce texte se fit suite à la révolution bolchevique en octobre 1917. En effet, tombant sur une copie de cet accord dans les archives du ministère des Affaires étrangères du gouvernement tsariste, les Bolcheviks transmirent le document au gouvernement ottoman. Ce dernier en profita pour diffuser le texte aux représentants arabes (le chérif Hussein) combattant du côté des Anglais dans les sables de la péninsule sous la direction d'un homme de génie et à la personnalité torturée, Lawrence d'Arabie. Cette diffusion plongea

dans l'embarras les dirigeants de Grande-Bretagne. En effet, officiellement, ce pays se battait pour l'émancipation des peuples arabes face au joug ottoman. Les actions héroïques d'un Lawrence d'Arabie aux côtés des tribus arabes et appliquant avec succès les principes de la guérilla entraient en contradiction avec les volontés réelles de Londres de s'approprier ces terres sans partage. Lawrence d'Arabie le savait fort bien comme il le révèle dans ses Mémoires : « Je risquai la fraude avec la conviction que l'aide des Arabes était nécessaire si nous voulions remporter une victoire rapide et à peu de frais à l'Est et qu'il valait mieux gagner en trahissant nos promesses plutôt que perdre ... La motivation arabe était notre levier principal pour gagner la guerre orientale. C'est pourquoi, je les assurai que la Grande-Bretagne honorerait ses engagements selon la lettre et l'esprit. Avec cette assurance, ils accomplirent des exploits ; mais, bien sûr, au lieu d'être fier de nos réalisations communes, j'en étais continuellement et amèrement honteux »⁴. Malgré la publication officielle des Accords Sykes-Picot, cela n'empêcha nullement les dirigeants politiques anglais de jurer la main sur le cœur que sa politique consistait uniquement à favoriser l'émancipation des peuples arabes et rien d'autres.

⁴ *Ibid.*, pp. 59-60.

Au vue d'une telle duplicité, rien n'est plus moderne que cette formule du diplomate d'Ancien Régime, Charles-Maurice de Talleyrand quand il affirmait : « La parole est l'instrument donné à l'homme pour déguiser ses pensées ».

La victoire des Alliés en 1918 permit à la Grande-Bretagne de se parjurer et d'afficher ses volontés réelles ; le contrôle de la zone mésopotamienne sous sa juridiction. Chose capitale pour l'avenir, la victoire alliée lui donna des ailes pour élargir son secteur d'influence puisque la Palestine tomba sous sa coupe grâce à l'entremise du général britannique Edmund Allenby. Cette mesure ne relève pas du hasard car elle n'est que la suite logique d'un document aux conséquences énormes pour le monde musulman et, par ricochet, pour l'ensemble de l'humanité : la « Déclaration Balfour ». Publié le 2 novembre 1917, ce document reconnaissait l'existence d'un foyer juif en Palestine avec l'assentiment du gouvernement britannique. Arthur Balfour, Secrétaire aux Affaires britanniques, adressa une lettre au représentant de la Fédération anglaise des sionistes, Lord Walter Rothschild :

« Cher Lord Rothschild,

J'ai le plus grand plaisir à vous adresser, pour le compte du gouvernement de sa Majesté, la

déclaration suivante qui est en sympathie avec les aspirations sionistes et qui a été soumise au Cabinet et approuvée par lui :

Le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine et emploiera tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives installées en Palestine, ou aux droits et statuts politiques dont jouissent les Juifs de tous les autres pays. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. Votre sincèrement, Arthur James Balfour »⁵.

L'adresse de cette lettre au représentant de la Fédération anglaise des sionistes, Lord Rothschild, ne doit pas nous faire oublier que le président de la Fédération n'était autre que Chaïm Weizmann qui est devenu le premier président de l'Etat d'Israël le 17 février 1949. Cette Fédération finançait depuis le début du XX^e siècle l'émigration juive en Palestine. Une telle déclaration ne pouvait qu'aider à la

5

création de l'Etat d'Israël. Par l'intermédiaire de ces textes, nous touchons ici le cœur de l'équipe mondialiste de l'époque. En effet, la désignation officielle de ce document appelé « Déclaration Balfour » est inexacte. Le véritable auteur de cette déclaration s'appelle Alfred Milner. L'affaire fut prouvée d'une manière irréfutable par le grand historien américain Carroll Quigley dans son magistral ouvrage *The Anglo-american Establishment*⁶. Pour mieux cerner les ambitions et les acteurs de cette époque, nous devons rappeler les faits suivants.

La figure de proue du mondialisme anglo-saxon dans la deuxième moitié du XIX^e siècle s'appelle Cecil Rhodes (1853-1902). Immensément riche, créateur de l'industrie diamantaire *De Beers*, à l'origine de la création de l'Etat Sud-africain qui voit le jour en 1910 ainsi que de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du Sud (devenues Zambie et Zimbabwe) et travaillant en liaison étroite avec Nathaniel Mayer Rothschild (1840-1915), Cecil Rhodes est animé de la volonté de favoriser la création d'une gouvernance mondiale sous l'égide anglo-saxonne, plus précisément entre l'Empire britannique et les Etats-Unis. Ces deux mondes

⁶ Carroll Quigley, "The Anglo-american Establishment", Editions GSG & Associates, 1981.

doivent constituer le socle de cet idéal. Il lance l'idée de recruter des étudiants talentueux dans différents secteurs (économiques, politiques, journalistiques ou militaires) et animés d'un esprit mondialiste afin de les aider à occuper les postes clefs dans le monde entier. Ainsi, cette élite animée d'une pensée commune serait en mesure de favoriser la marche vers le nouvel ordre mondial. Ces ambitions ne voient le jour qu'après sa mort en 1904 sous l'appellation de « Bourses d'études Cecil Rhodes » (*Rhodes Scholarships*). Elles ont largement conditionné l'avenir du monde. Les élites de la finance britanniques participent à ce projet. Or, le successeur de Cecil Rhodes n'est autre qu'Alfred Milner ou Lord Milner (1854-1925) dont l'action est immense. Soutenu par les élites issues des milieux d'affaires, de la haute finance et de journaux d'influence comme le *Times* entièrement dévoué à sa cause, il est à l'origine de la création de la *Round Table* en 1910, institut de l'élite mondialiste en charge d'élaborer les principes jetant les bases d'une gouvernance mondiale. Ce n'est qu'au lendemain de la Première guerre mondiale que cet institut s'est subdivisé en deux branches : le *Council on Foreign Relations* (CFR) pour les Etats-Unis et *Royal Institute of International Affairs* (RIIA) ou *Chatham House*. Ce sont ces deux instituts (ou *Think Tanks*)

qui jouent un rôle déterminant dans la politique étrangère américaine et anglaise. Précisons aussi que Lord Milner fut membre du cabinet de guerre du Premier ministre anglais Lloyd George⁷. Dans son ouvrage *Anglo-american Establishment*, Carroll Quigley explique l'action déterminante de Lord Milner dans l'élaboration de la Déclaration Balfour. Ce dernier ne fut finalement qu'un prête-nom. La vérité éclata quand Ormsby-Gore, secrétaire particulier de Lord Milner⁸, révéla à la Chambre des Communes, le 21 juillet 1937, toute l'action de cet homme dans la rédaction de ce document avec l'assentiment du Cabinet de guerre, des gouvernements alliés et des Etats-Unis. Comme le rappelle Carroll Quigley, la « Déclaration Balfour » devrait en fait s'appeler « Déclaration Milner »⁹. Le rappel de ces faits essentiels nous permet de mieux saisir les origines anciennes mettant à mal tout le Proche-Orient depuis la création de l'Etat d'Israël. Enfin, compte tenu des révolutions arabes depuis le début 2011 et des tensions et des interrogations qu'elles engendrent dans le monde, il est bon de rappeler que la défense des valeurs nationales doit s'appuyer sur des principes sains et logiques. En

⁷ Voir l'extraordinaire livre d'Antony Sutton, *Wall Street and the Bolshevik Revolution*, Arlington house, New Rochelle, 1974, p. 89.

⁸ *The anglo-american Establishment*, op. cit., p. 153.

⁹ *Ibid.*, p. 169.

effet, la présidente du Front National Marine Le Pen a affirmé, le 7 janvier 2011, dans un entretien accordé au journal israélien Haaretz qu'elle considérait comme une erreur politique de continuer à développer les colonies en précisant aussi qu'elle avait « le droit de critiquer n'importe quel pays souverain – sans que cela soit considéré comme de l'antisémitisme » ; pour ajouter : « Après tout, le Front National a toujours été pro-sioniste et a toujours défendu le droit d'Israël à exister »¹⁰.

Pour la présidente du Front National qui pourfend avec raison le mondialisme, tenir de tel propos est d'un complet illogisme. En effet, défendre les intérêts nationaux comme prétend le faire le FN ne peut se faire qu'en combattant le mondialisme source de tous les maux. Or le sionisme est l'enfant du mondialisme¹¹. Comme nous l'avons retracé ci-dessus, le mondialisme a engendré le sionisme et dans la liste des acteurs cités nous aurions pu ajouter Theodor Herzl et Bernard Lazare. On ne peut pas se déclarer pro-sioniste et en même temps vouloir

¹⁰ <http://www.nationspresse.info/?p=120829>

¹¹ Les 12 et 13 décembre 2011, Louis Aliot, vice-président du Front National, s'est rendu en Israël. Interrogé sur France Inter le lendemain de son voyage, il a refusé de citer les noms des personnes rencontrées. Cette visite et celle de Marine Le Pen aux Etats-Unis début novembre 2011 auprès de certains représentants de la communauté juive américaine entrent dans cette volonté d'obtenir une sympathie – certains diraient un blanc-seing - de ce milieu où s'opposent différents courants. Si le FN réussit à obtenir une forme de reconnaissance, cela voudra dire qu'il a apporté des gages. Est-ce que les intérêts français s'en porteront mieux ?

tordre le coup au mondialisme. Mondialisme et sionisme sont l'avvers et l'envers d'une même médaille. On ne peut les séparer. Les défenseurs de la cause nationale devraient s'en rappeler à moins de cultiver une duplicité utile aux agents du mondialisme.

Deuxième partie

La politique de l'Union européenne à l'égard du monde musulman

A) Le Processus de Barcelone

Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale¹², une nouvelle donne se fait jour. En effet, du fait de la coupure de l'Europe en deux blocs et de la menace représentée par l'Union soviétique, les relations Est-Ouest occupaient les esprits des élites bruxelloises. A partir des années 1990, le centre de gravité européen se déplace vers l'Est au profit de l'Allemagne qui retrouve son influence séculaire en Europe centrale (*Mitteleuropa*) et renforce d'une manière spectaculaire ses liens avec la Russie. Du fait du renforcement de l'influence allemande dans tout l'Est européen, il est décidé en 1995 pendant la

¹² L'effondrement du système communiste dans ces pays n'a pas été suivi d'un départ des dirigeants communistes qui se sont reconvertis sous d'autres étiquettes politiques. En fait, ils ont été recyclés par le système.

présidence espagnole et avec le soutien de la France du lancement d'un partenariat euro-méditerranéen. Ces ambitions sont renforcées par les Accords d'Oslo de 1993 qui mettent un terme (provisoire) au conflit entre Israël et les pays arabes. Cette évolution autorise d'ajouter à ce partenariat l'Etat hébreu, l'autorité palestinienne et tous les voisins arabes de la région. Réunissant les 15 Etats de l'Union européenne (situation de 1995) et les Etats arabes, ce Processus de Barcelone voit le jour les 27-28 novembre 1995. Pour une meilleure compréhension des principes instaurés de part et d'autre de la Méditerranée, nous présentons une version résumée de cet accord. Ce texte montre que le modèle euro-mondialiste y est largement imposé. Au contact des caractéristiques de l'Islam, ce document et ses principes ne pouvaient que conduire à des réactions pareilles à un système immunitaire confronté à un corps étranger surtout dans les domaines d'ordre politico-philosophique.

Le Processus de Barcelone s'appuie sur trois volets (version résumée) :

- 1) Un partenariat politique et de sécurité: définir un Espace commun de paix et de stabilité.

- La Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme sont la référence.
- L'Etat de droit et la démocratie sont développés en permettant au système politique, socioculturel, économique et culturel de s'épanouir.
- Les droits de l'homme et les libertés fondamentales et tout ce qui en découle (liberté de conscience, de religion et le refus de toute discrimination, etc) doivent être garantis.
- Respect du pluralisme dans la société en promouvant la tolérance.
- Respect de l'intégrité territoriale.
- Lutte contre le terrorisme et la promotion de tout ce qui peut encourager un espace de paix.

2) Un partenariat économique et financier : construire une zone de prospérité partagée

- Accélération du rythme d'un développement socio-économique durable.
- Promotion de la coopération et de l'intégration régionale.
- Instauration d'une zone de libre-échange (ZLE), 2010 étant considéré comme la date permettant sa mise en place progressive.

- Développement de l'économie de marché et de l'intégration de leurs économies.
- Coopération et concertation économiques (épargne, énergie, approvisionnement en eau, ...).
- Développement des infrastructures de transport, des technologies et de l'information.
- Coopération financière permettant la réalisation de la ZLE.

3) Un partenariat dans les domaines social, culturel et humain : développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles.

- Importance des médias dans le rapprochement culturel.
- Importance du dialogue interculturel et interreligieux.
- Education et formation et promotion des échanges culturels.
- Contribution et développement de la société civile en faveur du partenariat euro-méditerranéen.
- Développement de la coopération décentralisée dans tous les domaines (politique, civile,

universitaire, religieux, médiatique, syndicats, etc)¹³.

C'est donc tout un programme de refonte généralisé des structures des sociétés musulmanes qui est proposé pour ne pas dire imposé. Du côté de l'UE, il faut ajouter le rôle de la Commission européenne dans le domaine des relations commerciales, la Banque européenne d'investissement et la Fondation Anna Lindh inaugurée à Alexandrie en 2005 dont l'objectif est de favoriser la coopération culturelle entre les peuples de la région méditerranéenne. L'ensemble s'épanouit depuis 2004 dans le cadre d'une Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne qui a un pouvoir consultatif et de recommandation. Ces caractéristiques ne doivent pas nous faire oublier que des projets régionaux animent l'ensemble. Ainsi, le Réseau Euromed pour les droits de l'homme, la commission Euro-cities Euromed, le Programme MEDACT traitant de la coopération entre les villes, autorités locales et territoriales, l'EUROMESCO (réseau d'instituts de politique étrangère), le Forum euro-méditerranéen des instituts de science

13

http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/mediterranean_partner_countries/r15001_fr.htm

économique, le programme EUROMED Jeunesse pour le dialogue, la citoyenneté et la démocratie et le programme TEMPUS permettant les échanges au niveau de l'enseignement supérieur sont mis sur pied pour formater les esprits aux normes du mondialisme¹⁴.

L'aspect financier étant le nerf de la guerre, les autorités bruxelloises ont lancé le programme MEDA¹⁵ qui couvre la période 1995-1999 à la hauteur d'un budget de 3435 millions d'euros. Pour la période 2000-2006, ce budget a été augmenté pour atteindre la somme de 5,35 milliards d'euros. Ce programme se répartit sur deux volets : coopération bilatérale et coopération régionale. Au niveau bilatéral, le MEDA a pour objectif de favoriser le développement économique en vue de la mise en forme de la zone de libre-échange. Dans le cas de la coopération régionale, le programme favorise des interventions concernant l'ensemble des pays de la région en vue de la réalisation d'intérêts communs¹⁶. Pour des raisons de simplification, l'instrument financier a été fusionné avec d'autres programmes du même type : l'Instrument européen

¹⁴ <http://www.nouvelle-europe.eu/node/466>

¹⁵ Le programme financier de l'Union européenne à l'égard des pays de son environnement proche se subdivisait en deux branches : MEDA pour les voisins méditerranéens et TACIS pour les pays à l'Est de l'UE (Russie). Les deux programmes ayant fusionné, le nouvel instrument s'appelle IEVP.

¹⁶ <http://www.euromedi.org/francese/home/parteneriato/meda/index.asp>

de voisinage et de partenariat (IEVP). Le budget pour la période 2007-2010 se monte à 2962 millions d'euros pour les pays Sud-méditerranéens¹⁷

B) La politique européenne de voisinage (PEV)¹⁸ et ses conséquences

Cependant, après le lancement du Processus de Barcelone, les élites européistes constatent des ratés dans l'application du texte. Désireux de passer à la vitesse supérieure, la Commission européenne élabore en 2003 un texte lançant la « Politique européenne de voisinage » (PEV)¹⁹. Ce renforcement de la politique méditerranéenne accompagne le déplacement vers l'Est de l'UE en 2004 avec l'intégration des PECO (pays d'Europe centrale : Pologne, Hongrie, ...). Il s'agit dans l'esprit de ses promoteurs avec ce nouveau document de gérer l'espace environnant européen d'une manière équilibrée au Sud comme à l'Est. Selon le commissaire allemand à l'élargissement,

¹⁷ http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703_enpi_figures_fr.pdf Nous avons additionné uniquement les pays Sud-méditerranéens pour obtenir ce chiffre de 2962 millions d'euros.

¹⁸ http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/information/enp-leaflet_fr.pdf La carte qui illustre cette politique est révélatrice de l'ampleur du projet.

¹⁹ « L'Europe élargie – Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud », COM (2003) 104 final, Bruxelles, le 11 mars 2003.

Günther Verheugen : « L'élargissement nous a nettement rapprochés de nos voisins d'Europe de l'Est et de la région méditerranéenne. Aujourd'hui, nous proposons de renforcer nos liens avec ces pays partenaires par de nouvelles formes de coopération et d'assistance. Nous voulons leur offrir la possibilité d'être réellement partie prenante dans l'UE élargie pour qu'ils puissent eux aussi se développer et prospérer. Il est dans l'intérêt de l'Europe dans son ensemble de voir l'UE entourée d'un cercle de pays pratiquant la bonne gouvernance et proposant de nouvelles perspectives de démocratie et de croissance économique »²⁰.

Ces propos sont significatifs. En fait, il s'agit d'imprégner par capillarité les structures et l'esprit propre à l'UE à un ensemble de pays, du Maroc jusqu'à la Russie, pour peu à peu les inciter à modifier de leur propre chef les institutions étatiques. Cette méthode a été évoquée largement par Mark Leonard, le président de l'*European Council on Foreign Relations* (ECFR) créé en 2007. Ce think tank regroupant les têtes pensantes de l'euro-mondialisme²¹ doit favoriser l'emprise de l'UE sur « l'eurosphère » pour reprendre

²⁰

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/04/632&format=HTML&aged=0&lg=fr&guiLanguage=fr>

²¹ <http://ecfr.eu/content/entry/12>

l'expression de Mark Leonard. Dans son ouvrage « Pourquoi l'Europe dominera le XXI^e siècle »²², son auteur estime qu'il faut appliquer cette méthode d'imprégnation à l'égard des pays riverains de l'UE suivant le même modèle en cours depuis les années 1950 : « La meilleure façon de changer la situation sur le terrain consistait à procéder par étapes - ce que Monnet appela l'engrenage. Chaque accord de coopération au niveau européen devait déboucher inexorablement sur un autre accord renforçant l'intégration européenne. Après s'être entendus sur la suppression des tarifs douaniers, les dirigeants européens portèrent leur attention sur les barrières non tarifaires, telles que les réglementations, les normes de santé et de sécurité. Puis, une fois réglé le problème d'un grand nombre de barrières non tarifaires par la création d'un marché unique, ces mêmes dirigeants se concentrèrent sur la mise en place d'une monnaie unique. Des catégories de plus en plus larges d'hommes politiques et de fonctionnaires étaient désormais impliquées dans l'intégration européenne. Des milliers de réunions se déroulèrent entre responsables des divers gouvernements, ce qui leur donna tout simplement l'occasion de très bien se connaître. Et donc,

²² Mark Leonard, *Pourquoi l'Europe dominera le XXI^e siècle*, Plon, 2005.

spontanément, leur est venu l'idée d'élargir le champ de leur coopération »²³. Et il ajoute cette phrase lourde de sens : « L'Europe a pu s'immiscer dans la vie des Européens sans trop de mal en se coulant dans la structure existante de la vie nationale, transformant de l'intérieur les institutions nationales tout en les laissant **en apparence intacte** (souligné par nous) »²⁴. C'est la même méthode, mais en plus élargie, qui est lancée à l'égard des pays Sud-méditerranéens grâce au Processus de Barcelone et singulièrement renforcée par la « Politique européenne de voisinage ».

La communication de la Commission européenne appelant à une « Politique européenne de voisinage » prend définitivement forme en 2004²⁵. L'objectif premier est de favoriser l'alignement des pays Sud-méditerranéens (mais aussi à l'Est de l'UE) avec ses voisins du Nord. Comme le rappelle ce document : « La méthode proposée consiste à définir, avec les pays partenaires, un ensemble de priorités dont la réalisation les rapprochera de l'Union européenne. Ces priorités seront intégrées

²³ *Ibid.*, pp. 31-32.

²⁴ *Ibid.*, p. 34.

²⁵ http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf « Avec la mise en forme de la PEV, le Processus de Barcelone est devenu un forum multilatéral de dialogue et de coopération entre l'UE et ses partenaires méditerranéens, les relations bilatérales complémentaires étant principalement encadrées par la PEV » *in* http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf

dans des plans d'action adoptés conjointement, couvrant un certain nombre de domaines-clés qui requièrent une action spécifique : dialogue politique et réforme, commerce et mesures préparant les partenaires à une participation progressive au marché intérieur, justice et affaires intérieures, énergie, transports, société de l'information, environnement, recherche et innovation, politique sociale et contacts entre communautés »²⁶. Couvrant une gamme très large d'objectifs, le but recherché par les initiateurs de cette politique est véritablement révolutionnaire puisqu'il est spécifiquement précisé : « Le concept qui se trouve ancré dans la politique européenne de voisinage est celui d'un cercle de pays, partageant les valeurs et objectifs fondamentaux de l'UE et s'engageant dans une relation de plus en plus étroite allant au-delà de la coopération, **c'est-à-dire impliquant un niveau d'intégration économique et politique important** (souligné par nous) »²⁷. Ces propos indiquent que la finalité du projet est d'aboutir à une union complète des deux rives de la Méditerranée ; en quelque sorte à reconstituer l'Empire romain.

Devant la diversité des projets engagés, nous évoquerons celui de l'énergie, plus spécialement

²⁶ http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf p. 3.

²⁷ http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf p. 5.

l'énergie solaire. Dans cette affaire, l'Allemagne a joué un rôle primordial en lançant Desertec²⁸. A l'origine, c'est le Club de Rome lancé en 1968 et dont la politique consiste à savoir gérer les ressources naturelles et à limiter la démographie selon les concepts chers au mondialisme qui a lancé l'affaire. Plus précisément, c'est la branche allemande du Club de Rome sous l'impulsion de son président Max Schön qui est à l'origine de cette ambition en liaison avec la Fondation hambourgeoise pour la protection du climat (*Hamburger Klimaschutz-Fonds*, HKF) et le *National Energy Research Center* (NERC) sous l'impulsion du prince jordanien El Hassan bin Talal qui fut aussi l'ancien président du Club de Rome²⁹. L'action de Max Schön fut d'autant plus efficace que Liz Mohn, présidente de la Fondation Bertelsmann, est membre du comité directeur du Club de Rome³⁰. Après moult préparatifs, entre autres de l'industrie aéronautique allemande, le concept « Desertec » fut présenté dans un « livre blanc » au Parlement européen en novembre 2007 par le prince jordanien El Hassan bin Talal. Sous le titre « L'énergie verte des déserts », il s'agit de

²⁸ <http://www.desertec.org/en/>

²⁹ <http://middle-east-online.com/english/?id=33132>

³⁰ <http://www.clubofrome.org/?p=808> Voir page 27 consacrée au rôle de la Fondation Bertelsmann.

favoriser « la production d'une énergie sûre, propre et abordable pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (EU-MENA). Les auteurs du livre blanc proposent d'établir une coopération énergétique de nature solaire entre les pays de la ceinture technologique et ceux de la ceinture solaire ; c'est-à-dire entre l'Europe et la région MENA, afin de combattre le changement climatique d'une manière économiquement, techniquement et politiquement viable (...). Les technologies clés du concept Desertec sont : la concentration de la chaleur solaire emmagasinée dans les centrales héliothermiques pour que celles-ci fonctionnent jour et nuit, et les lignes de courant continu de haute tension de transport d'énergie à faible perte qui amèneront l'énergie verte des déserts de la région MENA à l'Europe »³¹.

La volonté d'établir une zone de libre-échange méditerranéenne³² oblige à couvrir l'Afrique du Nord et le Proche-Orient d'un nombre très élevé de panneaux solaires. L'approvisionnement pour l'UE d'une énergie solaire à bon marché venant du Sud

³¹ http://www.desertec.org/downloads/articles/press_release_fr_05.pdf

³² Comme le stipulent les textes officiels, il est prévu ceci : « La priorité doit être donnée à l'objectif de création d'une ZLE d'ici 2010 afin que la Communauté euro-méditerranéenne d'Etats démocratiques et le marché unique puissent voir le jour avant 2015 » *in* http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/dv/afet_20050713_euromescoreport_/afet_20050713_euromescoreport_fr.pdf

est aussi une manière de moins dépendre du monde russe. Inversement, le projet Desertec permet de créer des emplois ne serait-ce que pour l'entretien et la maintenance de tout le matériel déployé dans les pays de la rive Sud. Une véritable interdépendance se crée de part et d'autre de la Méditerranée. Les moyens financiers engagés dans cette affaire sont colossaux et révélateurs des volontés d'imbriquer encore plus ces deux mondes³³. En effet, il est prévu d'investir environ 400 milliards d'euros pour la construction d'usines solaire et de réseaux de distribution sur une période allant jusqu'à ... 2050³⁴. Cette volonté allemande n'est désormais plus seule puisque EDF s'est engagée aussi dans cette voie avec la création de Medgrid chargé de la gestion des réseaux et du transport d'électricité³⁵.

Cependant, tous ces travaux sont tributaires de l'évolution politique des pays musulmans. Le printemps arabe mettant à bas les anciens régimes politiques perturbent la mise en place de ces projets énergétiques solaires. Il est vrai que ces bouleversements touchant le monde musulman trouvent leur source dans l'action de nombreux think tanks soucieux d'imposer leur modèle mais aussi

³³ <http://www.desertec.org/en/organization/> La carte présentant le projet Desertec est parlante.

³⁴ <http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,764877,00.html>

³⁵ <http://www.medgrid-psm.com/le-projet/lenjeu/>

d'entretenir une instabilité justifiant des interventions armées au nom des droits de l'homme.

Troisième partie

Recomposition de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient :

enjeux et perspectives

A) Divers projets de contrôle et de balkanisation du monde musulman

Au lendemain de la Première guerre mondiale, le monde musulman est contrôlé par deux pays colonisateurs : la France et la Grande-Bretagne. On peut toutefois relever que l'Arabie Saoudite échappe à leur contrôle au grand désespoir du Parlement de Westminster qui se rend compte qu'il a laissé échapper un territoire véritable éponge à pétrole pour le plus grand profit des compagnies pétrolières américaines. Au lendemain du choc de la Seconde guerre mondiale, une ère nouvelle s'ouvre en faveur de l'indépendance du monde musulman. Du Maroc jusqu'au Pakistan, des Etats semblent échapper à leurs anciens colonisateurs. Il n'empêche que certains d'entre eux sont restés dans le viseur des

intérêts anglo-américains en raison d'intérêts pétroliers et de la mainmise de certaines matières premières. On peut dater cette collusion à la rencontre entre le président Roosevelt et le représentant saoudien Ibn Saoud en février 1945 conduisant au « Pacte de Quincy ». De ce pacte, il est décidé que les Etats-Unis accorderont une totale protection à l'Arabie Saoudite contre toute menace. Inversement, Ryad garantit l'approvisionnement en pétrole aux Etats-Unis. Outre ce point, des éléments concernant le partenariat économique et financier sont venus se greffer à l'accord énergétique.

L'intérêt anglo-saxon aux zones pétrolifères ne se dément pas avec l'Iran de Mossadegh. Par le biais de l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC), la Grande-Bretagne pesait dans la vie politique et économique de l'Iran. Les Britanniques bénéficiaient du contrôle des territoires Sud iraniens riches en pétrole. Les profits dégagés allaient droit dans les caisses de cette compagnie anglaise détenue à 53% par le gouvernement de Londres. Seuls 8 % des profits nets allaient directement au gouvernement iranien qui, face à un tel déséquilibre, demanda une remise à niveau d'au moins 50-50 entre les partis³⁶. Cette proposition déplût fortement à la compagnie pétrolière qui, soutenue en sous-main par le

³⁶ *Pétrole histoire d'un siècle*, op. cit, pp. 113-114.

gouvernement anglais, affichait un refus complet de modifier la donne en faveur des Iraniens ou du moins d'établir une meilleure répartition des profits. Cependant, la situation change avec Mohamed Mossadegh. Fort d'une longue activité dans la politique, il est fin 1949 à la tête de la commission parlementaire chargée des affaires pétrolières prônant la nationalisation du pétrole tout en dédommageant l'AIOC. Il garantit à la Grande-Bretagne le même niveau d'approvisionnement tout en conservant le personnel britannique de la compagnie. La nationalisation de la compagnie pétrolière fut effective le 28 avril 1951 par un vote du parlement iranien. Ce vote se fit la veille de l'arrivée au poste de Premier ministre de Mossadegh. Les tentatives anglo-saxonnes pour l'obliger à faire marche arrière se multiplient en particulier quand le gouvernement britannique présente l'affaire à la Cour mondiale d'arbitrage³⁷. Ayant une formation de juriste, Mossadegh plaide directement la cause iranienne et remporte la mise. L'Angleterre ne pouvait pas laisser passer cet affront. En août 1953, les services spéciaux britanniques en liaison avec la CIA décidèrent de renverser Mossadegh dans le cadre de l'opération AJAX. Ce fut un succès complet. Mossadegh fut

³⁷ *Ibid.*, p. 116.

renversé, le Shah d'Iran rétabli dans ses prérogatives avec la bénédiction anglo-américaine jusqu'en 1979 et les privilèges de l'AIOC rétablis *Rule Britannia*. En tout cas, l'intervention des Anglo-Saxons fut reconnue officiellement par la Secrétaire d'Etat Madeleine Albright qui, le 17 mars 2000, rappela l'action déterminante de l'administration Eisenhower dans cette affaire³⁸.

Le rappel des initiatives anglo-saxonnes dans cette région est nécessaire pour mieux saisir les objectifs profonds animant ces élites en liaison avec Israël. Dans cette affaire, le grand « manitou » oeuvrant en faveur d'une refonte généralisée du monde musulman s'appelle Bernard Lewis. Ce Juif anglais naturalisé américain est un grand spécialiste du monde musulman. Ayant servi dans les services secrets britanniques, cet islamologue de réputation mondiale et professeur honoraire à l'université de Princeton a influencé les néo-conservateurs américains. C'est lui qui est à l'origine de l'expression « choc des civilisations » (*clash of civilizations*) en 1957³⁹. Selon lui, les musulmans sont eux seuls responsables de leur déclin. Le renouveau ne peut venir que d'eux en intégrant les valeurs occidentales. Son action s'est développée en

³⁸ <http://asiasociety.org/policy/strategic-challenges/us-asia/us-iran-relations>

³⁹ Bernard Lewis, *Islam*, Quarto, Editions Gallimard, 2005, p. 55.

liaison avec Zbigniew Brzezinski (conseiller du président Obama) en particulier dans l'élaboration du principe de « l'arc de crise » en partant de la corne de l'Afrique jusqu'au continent indien (*crescent of crisis*). Les deux compères ont élaboré le principe de balkanisation du monde musulman afin de constituer une zone d'instabilité aux frontières et dans les zones musulmanes de l'Union soviétique. Le projet fut officiellement présenté par la revue américaine *Time* le 15 janvier 1979⁴⁰. Il s'agissait d'instrumentaliser l'Islam pour l'opposer au communisme soviétique. Ces mesures inspirées par Bernard Lewis furent présentées en 1979 lors de la réunion du Bilderberg en Autriche. Elles soulignaient la nécessité de favoriser la balkanisation du monde musulman en une multitude d'entités religieuses et ethniques (kurdes, arméniennes, maronites, etc)⁴¹. Sa passion en faveur d'une fragmentation généralisée du monde musulman s'est poursuivie au lendemain de la chute du mur de Berlin et du bloc soviétique afin de s'adapter à la nouvelle donne du nouvel ordre mondial lancée par le président Bush senior le 11 septembre 1990. En 1992, dans la revue du *Council on Foreign Relations* (CFR), *Foreign Affairs*, il rappela dans un article intitulé « repenser le Proche-

⁴⁰ <http://www.time.com/time/covers/0,16641,19790115,00.html>

⁴¹ *Pétrole histoire d'un siècle*, op.cit., p. 196.

Orient », que ces pays ne bénéficiant pas d'autorité politique solide et d'une réelle identité nationale seraient modelables grâce au principe de la « libanisation » (*lebanonization*)⁴².

Les liens et les influences entre Bernard Lewis et les néo-conservateurs sont multiples. Ainsi, cet islamologue sut promouvoir son idéal du « choc des civilisations » en soutenant les théories de Samuel Huntington. Ce dernier a repris à son compte les théories de son maître en publiant en 1993 un article intitulé « Le choc des civilisations » dans la revue *Foreign Affairs*⁴³. Rappelant l'évolution de l'Occident avant 1789, de 1789 à 1918 puis de 1918 à 1989, il estime qu'une nouvelle étape est franchie depuis la chute de l'Union soviétique avec la prise de conscience des peuples s'appuyant sur des référents culturels communs pour s'affirmer face à d'autres groupes. Subdivisant le monde d'une manière très (trop) schématique en huit grandes civilisations, il théorise le principe de la loi de la jungle en rappelant les menaces qui pèsent sur le monde occidental : les civilisations islamiques et confucéennes. Il est vrai que les rapports entre civilisations ne se règlent pas dans la dentelle. Cependant, dans sa vision, c'est le recul réel de

⁴² Bernard Lewis, *Rethinking the Middle East*, Foreign Affairs, 1992, pages 116-117.

⁴³ Foreign Affairs, volume 72, 1993. Samuel Huntington a publié « Le choc des civilisations » aux Editions Odile Jacob.

l'Occident qui angoisse Huntington. Pour contrer cette tendance, l'emploi de méthodes coercitives s'avère nécessaire ; c'est-à-dire l'emploi de la guerre à basse intensité voire, selon les cas, la guerre tout court.

On retrouve cette volonté de domination chez d'autres membres de la famille néo-conservatrice. Ainsi, Richard Perle (appelé aussi le « prince des ténèbres ») conseiller politique auprès du secrétaire à la défense sous l'administration Reagan et membre de nombreux think tanks (PNAC, *American Enterprise Institute*, ...) a rédigé en 1996 un rapport pour le Premier ministre Benjamin Netanyahu dans le cadre d'un think tank israélien *The Institute for Advanced Strategic and Political Issues*. Intitulé "A clean break : a new strategy for securing the realm"⁴⁴ (« un changement radical : une nouvelle stratégie pour sécuriser le territoire »), l'auteur encourage d'une certaine manière une « mini-guerre froide pour le Proche-Orient » pour reprendre l'expression du journaliste Jason Vest⁴⁵. Présentant un véritable catalogue de mesures de déstabilisation et de refoulement des ennemis d'Israël, ce document prône pêle-mêle l'abandon de la stratégie « terre contre paix » au profit de « la paix par la force »,

⁴⁴ <http://www.iasps.org/strat1.htm>

⁴⁵ http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=401

l'ensemble étant fondé sur le rapport de force ainsi que sur l'instauration du principe de préemption à côté de celui de la punition. Voulant mettre à bas le processus de la paix d'Oslo élaboré au cours de la décennie 1990, le document encourage le changement de régime en Irak (départ de Saddam Hussein), le durcissement de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens et élément fort intéressant, l'action de la Turquie et de la Jordanie en faveur des tribus arabes vivant sur le sol syrien et hostile aux élites dirigeantes (les Alaouites), le tout avec le soutien diplomatique et militaire de l'Etat hébreux.

Ce programme de déstabilisation élaboré par les néo-conservateurs et dont on peut constater l'application comme c'est le cas avec la disparition de Saddam Hussein, trouve son incroyable réalisation dans les travaux d'un journaliste et ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères israélien Oded Yinon. Dans une publication parue en 1982 dans le cadre de « l'organisation sioniste mondiale » (*World Zionist Organisation*), Oded Yinon présente toute une stratégie pour asseoir l'autorité complète d'Israël sur les pays musulmans du Moyen-Orient. C'est le président de la Ligue israélienne des droits de l'homme, Israël Shahak, qui a permis la connaissance de ce texte publié dans « La revue d'études palestiniennes » et reproduit

dans la revue « Confluences méditerranée » (n°61 printemps 2007) sous le titre « Une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe »⁴⁶. Israël Shahak rappelle que la politique de l'Etat hébreux repose sur le démantèlement des pays arabes et l'alignement des élites israéliennes sur la pensée des néo-conservateurs américains. Les propos d'Oded Yinon ne laissent aucun doute : « Nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle de l'histoire de l'humanité, une ère qualitativement différente des précédentes, de caractère totalement nouveau. C'est pourquoi, il est nécessaire de comprendre les mutations qui caractérisent cette période historique ; et c'est pourquoi aussi, il faut définir une conception du monde et une stratégie concrète en fonction des conditions nouvelles. L'existence, la prospérité, la stabilité de l'Etat juif dépendront de sa capacité de donner un cadre nouveau à ses affaires intérieures et extérieures (...). Le monde arabe islamique n'est pas, on le voit, l'élément majeur dans nos problèmes stratégiques des années 1980, bien qu'il constitue la première menace immédiate contre Israël, en raison de sa puissance militaire croissante. Ce monde islamique, avec ses minorités ethniques, ses divisions, ses crises internes qui le rongent (voir le Liban, l'Iran non

⁴⁶ <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2007-2-page-149.htm>

arabe et maintenant la Syrie), est incapable de résoudre ses problèmes fondamentaux et par conséquent ne peut être une véritable menace pour Israël à long terme ; il l'est cependant à court terme, en raison de sa puissance militaire. A long terme, le Moyen-Orient ne pourra pas survivre dans ses structures actuelles sans passer par des transformations révolutionnaires ».

Le travail d'Oded Yinon se poursuit par une description minutieuse des composantes ethniques et religieuses constituant les caractéristiques propres du monde musulman du Maroc au Pakistan en passant par la Turquie. L'auteur précise sa pensée en préconisant une politique à l'égard du monde arabe qui, depuis 2003 avec l'invasion de l'Irak et 2011 avec les événements et les conséquences du « Printemps arabe », se révèle être d'une très grande actualité :

« L'Égypte, dans sa configuration intérieure actuelle, est déjà moribonde, et plus encore si nous prenons en compte la rupture entre chrétiens et musulmans qui va croissant. Démanteler l'Égypte, amener sa décomposition en unités géographique séparées : tel est l'objectif politique d'Israël sur son front occidental, dans les années 1980. L'Égypte est effectivement déchirée ; l'autorité n'y est pas une

mais multiple. Si l’Egypte se désagrège, des pays tels que la Libye, le Soudan, et même des Etats plus éloignés ne pourront pas survivre sous leur forme actuelle, et accompagneront l’Egypte dans sa chute et sa dissolution. On aura alors un Etat chrétien copte en Haute-Egypte, et un certain nombre d’Etats faibles, au pouvoir très circonscrit, au lieu du gouvernement centralisé actuel ; c’est le développement historique logique et inévitable à long terme, retardé seulement par l’accord de paix de 1979. Le front Ouest, qui à première vue semble poser plus de problèmes, est en fait plus simple que le front Est, théâtre récent des événements les plus retentissants. La décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l’Egypte, la Syrie, l’Irak et toute la péninsule arabe ; au Liban, c’est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l’Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l’objectif prioritaire d’Israël, à long terme, sur son front Est ; à court terme, l’objectif est la dissolution militaire de ces Etats. La Syrie va se diviser en plusieurs Etats, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chiite ; la région d’Alep, un Etat sunnite ; à Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du Nord ; les Druzes

constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Haourân et en Jordanie du Nord. Cet Etat garantira la paix et la sécurité dans la région, à long terme ; c'est un objectif qui est dès à présent à notre portée. L'Irak, pays à la fois riche en pétrole, et en proie à de graves dissensions internes, est un terrain de choix pour l'action d'Israël. Le démantèlement de ce pays nous importe plus encore que celui de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie ; à court terme, le pouvoir irakien est celui qui menace le plus la sécurité d'Israël. Une guerre entre l'Irak et la Syrie ou entre l'Irak et l'Iran désintégrera l'Etat irakien avant même qu'il ne puisse se préparer à une lutte contre nous. Tout conflit à l'intérieur du monde arabe nous est bénéfique à court terme, et précipite le moment où l'Irak se divisera en fonction de ses communautés religieuses, comme la Syrie et le Liban. En Irak, une distribution en provinces, selon les ethnies et les religions, peut se faire de la même manière qu'en Syrie du temps de la domination ottomane. Trois Etats⁴⁷ – ou davantage – se constitueront autour des

⁴⁷ Depuis l'intervention américaine en Irak en 2003, force est de constater l'application de ces objectifs. Comme le rappelle Leslie Gelb, Président émérite du très influent *Council on Foreign Relations* (CFR) dans un article du *New-York Times* du 25 novembre 2003 intitulé « La solution des trois Etats » (*The Three-State solution*), il s'avère nécessaire de procéder à une refonte de l'Etat irakien en trois entités ethno-religieuses exactement comme le recommande Oded Yinon. Leslie Gelb rappelle la désintégration de l'Etat yougoslave en entités distinctes (croate, serbe et bosniaque) et estime que c'est un modèle à suivre *in*

trois villes principales : Bassorah, Bagdad et Mossoul ; et les régions chiites du Sud se sépareront des sunnites et des Kurdes du Nord (...) ».

Ce long passage datant de 1982 résume à lui seul cette politique de démantèlement poursuivie par les élites politiques américaines et israéliennes. Elle a trouvé sa dernière expression dans la parution d'un article dans une revue militaire américaine *Armed Forces Journal* (AFJ) en juin 2006 que nous avons traité dans notre livre « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial ». Sous la plume d'un lieutenant-colonel américain, Ralph Peters, l'auteur présente des ambitions de parcellisation dignes de son père spirituel Bernard Lewis. Intitulé « Frontières de sang, que faire pour améliorer le Moyen-Orient » (*Blood borders, how a better Middle East would look*), l'article est accompagné de deux cartes présentant l'ensemble de la région sous deux formes ; d'un côté la situation politique avec ses frontières de 2006 et de l'autre, la recomposition complète de toute cette zone en fonction des critères religieux et ethniques⁴⁸. Au cours de sa présentation, ce militaire rappelle qu'il

<http://www.nytimes.com/2003/11/25/opinion/the-three-state-solution.html?pagewanted=all&src=pm> Il est vrai que la destruction de la Yougoslavie en 1999 a été un véritable laboratoire pour les tenants du mondialisme et qu'ils cherchent désormais à étendre son principe partout dans le monde.

⁴⁸ http://en.wikipedia.org/wiki/File:Ralph_Peters_solution_to_Mideast.jpg

est un ami de longue date de l'Etat hébreu⁴⁹. Est-il vraiment nécessaire de sa part de le préciser ?

Pareil à ses différents mentors, Ralph Peters part du principe que le remaniement complet des frontières doit suivre au plus près l'emplacement des différents groupes ethniques et religieux même s'il n'est pas possible de coller parfaitement à la multitude des groupes en raison de l'enchevêtrement de ces différentes entités. Il estime nécessaire ce remodelage pour, selon lui, apaiser les rivalités ethno-religieuses : « Nous parlons de difformités énormes faites par les hommes qui n'arrêteront pas de générer la haine et la violence tant qu'elles n'auront pas été corrigées ». Dans son esprit, il s'agit de remettre radicalement en cause les frontières héritées des Accords Sykes-Picot de 1916. Cependant, son analyse va bien au-delà d'un simple charcutage des frontières du Moyen-Orient. Il révèle l'arrière-fond philosophique et religieux animant lui et ses sbires les tenants du nouvel ordre mondial. En effet, il s'agit de créer un « Etat sacré de l'Islam » au sein d'une Arabie Saoudite éclatée permettant de modifier en profondeur les caractéristiques profondes de cette religion. Comme il le précise : « La cause principale de la large stagnation du monde musulman réside dans le traitement réservé à

⁴⁹ New York Post, 22 juillet 2006.

la Mecque et à Médine considérés comme leur fief par la famille royale saoudienne. Les lieux saints de l'Islam soumis au contrôle de la police d'Etat de la part d'un des plus bigots et oppressifs régimes au monde ont permis au Saoud (ndlr : la famille régnante d'Arabie Saoudite) de projeter leur croyance wahhabite à la fois intolérante et disciplinée au-delà de leurs frontières (...). Imaginez comme le monde musulman se sentirait mieux si la Mecque et Médine étaient dirigés par un Conseil représentatif tournant issu des principales écoles et mouvements de l'Islam dans le monde au sein d'un Etat sacré islamique – une sorte de super Vatican musulman – où l'avenir de la foi serait débattu au lieu d'être arbitrairement fixé »⁵⁰.

Ces propos sont d'une extrême importance. En effet, l'Islam tel qu'il se présente est incompatible avec les « valeurs » du mondialisme. Matérialisme et hédonisme promus par le nouvel ordre mondial en opposition à une transcendance ne cadrent absolument pas avec l'esprit des musulmans. C'est pourquoi, pour Ralph Peters et ses congénères, il s'agit de favoriser ce que nous appelons un « Islam des Lumières » afin d'adapter cette religion aux exigences des canons du mondialisme. Evoquant la création d'un « Conseil représentatif tournant (...)

⁵⁰ *Armed Forces Journal*, juin 2006, p. 53.

pareil à un super Vatican musulman », il s'agit de créer une hiérarchie religieuse en mesure de remodeler l'Islam afin de l'adapter aux enjeux de la modernité matérialiste. Nous désignons ces ambitions par l'expression « Vatican II de l'Islam ». En effet, dans le cas du catholicisme, l'Eglise s'est toujours opposée au modernisme sous toutes ses formes (libéralisme, socialisme, maçonnerie, ...). Vatican II, concile pastoral, sous l'impulsion de Jean XXIII est une véritable cassure avec la Tradition de l'Eglise. C'est à l'Eglise et à ses fidèles de s'adapter aux contingences du mondialisme. Il n'est donc pas étonnant de lire dans l'encyclique du pape Jean XXIII « Pacem in terris » des passages appelant « un pouvoir supranational ou mondial » où la déclaration des droits de l'homme (l'évangile du mondialisme) est considérée « comme un pas vers l'établissement d'une organisation juridico-politique de la communauté mondiale⁵¹ ». Ces affirmations de l'Eglise doivent se faire en collaboration avec l'ONU dont les principes sont pourtant à l'opposé de ceux défendus depuis saint Pierre. C'est d'ailleurs le même état d'esprit qui anime Benoît XVI dans son encyclique « Veritas in caritate » parue en juillet 2009 où il appelle à la création d'une « autorité politique mondiale » en liaison avec les instances de

⁵¹ http://www.vatican.va/holy_father/john_xxiii/encyclicals/documents/hf_j-xxiii_enc_11041963_pacem_fr.html, voir paragraphes 130 à 145.

l'ONU, temple du maçonnerie⁵². C'est le même chemin qui attend l'Islam si les souhaits de Ralph Peters se réalisent. En effet, l'objectif des thuriféraires du mondialisme est d'aboutir à une religion mondiale réunissant en son sein les différents courants religieux afin d'adorer le « porteur de lumière » grâce à l'action des grands princes du mondialisme.

Comme nous pouvons le constater, les volontés de balkanisation du monde musulman sont anciennes. Eclatement des Etats musulmans comme des Etats européens vont de pairs. En fait, ce programme de parcellisation touche la planète entière. Il n'empêche qu'une caractéristique relie le bloc européen et le bloc musulman. Nous avons évoqué au début de cette étude le cas du « Bagdad-Bahn ». Il s'agissait pour le II^e Reich de construire une longue voie ferrée qui, tel un long cordon ombilical, partait de Hambourg pour atteindre l'actuel Koweït. Le contrôle de la production et de l'acheminement du pétrole se faisait au profit de Berlin. Dans cette affaire, la thalassocratie anglaise était la grande perdante. Avant le choc décisif de 1914, toute une série de guerres soutenues en sous main par l'Angleterre secouait les Balkans. La

⁵² http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/encyclicals/documents/hf_ben-xvi_enc_20090629_caritas-in-veritate_fr.html, voir le paragraphe 67.

Serbie était le talon d'Achille de l'Allemagne car la jonction du Bagdad-Bahn entre l'Europe et le monde musulman se faisait dans une zone géographique échappant à l'autorité de Berlin. Londres s'appuyait sur cette faiblesse pour bloquer, du moins ralentir, le projet allemand. La guerre de 14-18 fut l'action déterminante permettant à l'Angleterre de mettre à bas le projet allemand.

En mars 1999, l'OTAN attaquait et détruisait la Yougoslavie. Peu de personnes ont compris que nous repassions sur le chemin de Sarajevo de 1914. En effet, au début de la décennie 1990, les entités fédérées yougoslaves slovène et croate proclament leur indépendance avec le soutien de l'Allemagne, en particulier de son ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher. Il est vrai que Berlin soutient ces mouvements séparatistes entre autres les Albanais du Kosovo⁵³. La destruction de la Yougoslavie de Milosevic est due au refus de se plier aux injonctions de l'Union européenne, de l'OTAN et des Etats-Unis afin de favoriser le passage d'oléoducs et de gazoducs en provenance du Proche-Orient et du Caucase (Bakou) avec présence militaire américaine ... bref, de rentrer dans le moule. La Serbie yougoslave

⁵³ Pierre Hillard, « Minorités et régionalismes », Editions François-Xavier de Guibert, 4^e édition, 2004, pages à 151 à 153 et annexe 34.

représente la jointure entre l'Europe et le Proche et Moyen-Orient en matière de connexion des hydrocarbures au même titre que la Serbie de 1914 représentait le point d'accroche permettant au Bagdad-Bahn de relier le Proche et Moyen-Orient aux territoires centraux européens dominés par l'Allemagne de Guillaume II. L'écrasement de la Serbie a permis la réalisation des projets euro-mondialistes avec mise en place d'une énorme base militaire américaine, véritable vigie de surveillance du trafic des oléoducs et gazoducs (corridors énergétiques) et de contrôle de la zone, Bondsteel⁵⁴.

B) L'architecture mondialiste pour arrimer le monde musulman

L'invasion de l'Irak en mars 2003 par les troupes américaines conduit à des oppositions violentes au sein de la famille mondialiste. On assiste à l'émergence de deux tendances ; d'un côté le couple anglo-américain ralliant à lui les pays d'Europe centrale et, de l'autre, l'axe Paris-Berlin-Moscou. Cette opposition ne doit pas être vue comme celle des « méchants » anglo-américains se passant de

⁵⁴ <http://www.kosovojesrbija.fr/fr/les-enjeux-analyses/bondsteel-la-puissance-americaine-au-coeur-de-leurope-et-le-petrole-de-la-caspienne.html>

l'autorisation de l'ONU et des « gentils » représentants de l'axe Paris-Berlin-Moscou chantres du droit international. Nous rappelons que le mondialisme n'est pas un bloc monolithique. Deux courants s'opposent. Le premier est le mondialisme anglo-saxon qui cherche à imposer sa loi selon ses propres règles. C'est le cas du duo Bush/Blair. Le deuxième est le mondialisme planétarien cherchant à imposer ses vues sans référence à un Etat ou bloc d'Etats particulier. Dans les deux cas, ils poursuivent le même but ; l'instauration d'une gouvernance mondiale. L'opposition entre ces deux courants s'est manifestée car le mondialisme anglo-saxon marchait sur les plates-bandes du mondialisme planétarien. Le partage du gâteau irakien mais aussi la forme de l'architecture du droit international entraînaient des rivalités internes au sein de ce monde oligarchique. La réalité du terrain et l'interdépendance entre ces deux mondes ont obligé chaque partie à des concessions. Dans le cas allemand, ce fut particulièrement patent.

Durant les années 2002 et 2003, le gouvernement Schröder affichait un engagement complet du côté des Français et des Russes dans son opposition à l'aventure anglo-américaine. Cependant, l'expérience de l'histoire montre que l'Allemagne peu importe son style de régime est capable de

duplicité. Avec Gerhard Schröder, on peut dire qu'on a été particulièrement gâté. En effet, le 27 février 2004, le chancelier Schröder s'est rendu à Washington pour signer avec le président Bush un document intitulé « Alliance germano-américaine pour le XXI^e siècle »⁵⁵. Ce tournant capital des relations entre les deux pays ne fut pas évoqué dans la grande presse française. En revanche, ce fut largement commenté dans la presse germano-américaine. C'est John Vinocur du Herald Tribune qui a parfaitement résumé la nouvelle donne : « Le moteur de ce changement est l'intérêt mutuel. Le chancelier veut stopper la brouille dans les relations avec les Etats-Unis, brouille qui au-delà de l'Amérique compromet le rôle de l'Allemagne au sein de l'Union européenne et diminue profondément son influence en Europe de l'Est. De son côté, le président des Etats-Unis cherche son aide en Irak et en Afghanistan et plus généralement pour l'élaboration d'un plan à long terme apportant plus de stabilité à ce que les deux hommes appellent désormais le Grand Moyen-Orient »⁵⁶. Cette répartition des tâches entre les deux pays – Gerhard Schröder parle de la division du travail (*Arbeitsteilung*) – a conduit à la rédaction de cette alliance dont les termes sont lourds de

⁵⁵ <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,288388,00.html>

⁵⁶ Herald Tribune, 1^{er} mars 2004.

conséquences : « Dans cet esprit, nous nous engageons à ce que nos peuples poursuivent cet objectif ambitieux qui est enraciné par nos valeurs communes et nos expériences réciproques : la promotion de la paix, de la démocratie, de la dignité de l'homme, de l'état de droit, des perspectives économiques et de la sécurité au Proche et Moyen-Orient (...). Nous devons construire un véritable partenariat qui relie l'Europe et l'Amérique aux Etats du Proche et Moyen-Orient (...). Ensemble avec nos amis et alliés en Europe et au Proche et Moyen-Orient, nous accorderons étroitement nos efforts (...). Nous renforçons notre attachement à l'égard de l'OTAN comme point d'ancrage de notre défense commune et comme forum incontournable des consultations transatlantiques (...). Avec un agenda pour une action commune, l'Alliance germano-américaine se révélera tout aussi importante au XXI^e siècle pour la promotion de la paix, de la sécurité et du bien-être comme cela avait été déjà le cas dans la deuxième moitié du XX^e siècle ». Dans cette affaire, les élites germano-américaines ont su s'entendre (pour le moment) dans le partage du gâteau. Ce fait est à retenir. En effet, ce ne fut pas le cas au cours de la première moitié du XX^e siècle où Londres et Washington favorables à l'unité européenne n'ont pas accepté que

l'Allemagne soit le moteur de cette unité européenne sans leur patronage. L'Allemagne de Guillaume II et d'Adolf Hitler refusant une autorité supérieure, les deux puissances thalassocratiques ont imposé par la force leur hégémonie. Depuis cette époque, les relations entre l'Europe continentale et les Anglo-américains sont conditionnées à ce rapport hiérarchique. Cependant, rien n'interdit d'imaginer que les élites allemandes cherchent à rompre ce lien au profit du monde russe. La « politique de la balançoire » (*die Schaukelpolitik*) propre à ce pays situé au cœur de l'Europe consistant à jongler en permanence entre ses intérêts occidentaux et orientaux est une constante de sa politique.

En attendant, cette Alliance n'est que la conséquence de travaux en amont qui ont été présentés, le 7 février 2004, lors de la 40^e conférence de Munich sur la politique de sécurité sous l'égide de l'OTAN par le ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer⁵⁷. Cet exposé, fruit des travaux des think tanks anglo-germano-américains, est déterminant à comprendre car il résume la politique engagée par les forces mondialistes à l'égard des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-

⁵⁷ <http://www.securityconference.de/> Les archives de 2004 ont été enlevées du site. Nous nous appuyons sur les textes que nous avons imprimés à cette époque et que nous avons utilisés aussi pour la rédaction du chapitre 26 de notre livre « La décomposition des nations européennes » aux Editions François-Xavier de Guibert.

Orient. Au début de cette étude, nous avons écrit que la philosophie mondialiste défendue et propagée par le bloc occidental ne peut que provoquer des étincelles au contact des pays musulmans. A la lecture du programme présenté par Fischer en 2004, nous ne pouvons guère nous étonner des conséquences dramatiques qui secouent ces Etats depuis le début de l'année 2011 au vue du programme présenté à Munich. Comme le rapporte le ministre allemand : « La menace commune que représente le terrorisme du Djihad et la déstabilisation possible d'une région qui revêt une importance stratégique pour notre sécurité, nos intérêts communs et le fait de multiplier nos possibilités en collaborant étroitement, voilà autant d'arguments qui doivent amener les Etats-Unis et l'Europe à tirer aujourd'hui les justes conséquences de leurs divergences à propos de la guerre en Irak et à élaborer, de concert avec nos partenaires dans la région, une perspective et une stratégie pour le Proche-Orient élargi, je dis bien une stratégie commune et non une approche boîte à outils ».

Rappelant les fondamentaux du « Processus de Barcelone » de 1995, Joschka Fischer reprend ce texte pour d'une certaine manière l'étoffer : « Que la Méditerranée soit au XXI^e siècle une zone de coopération ou d'affrontement revêtira pour notre

sécurité commune une importance stratégique. Le dialogue que mène l'OTAN avec les pays méditerranéens, ainsi que le processus de Barcelone de l'Union européenne pourraient se renforcer et se compléter mutuellement grâce à une étroite concertation des travaux en vue de leur regroupement dans le cadre d'un processus méditerranéen UE-OTAN. Il ne s'agit pas de faire fusionner le Processus de Barcelone de l'Union européenne et le dialogue méditerranéen de l'OTAN, mais de faire en sorte qu'ils se complètent sur la base de leurs atouts spécifiques. Le nouveau processus méditerranéen UE-OTAN devrait associer tous les participants du dialogue méditerranéen de l'OTAN ; c'est-à-dire, outre les membres de l'OTAN et de l'UE, les pays du Maghreb, soit l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie, ainsi que l'Égypte, la Jordanie et Israël. Viendraient s'y ajouter tous les participants du Processus de Barcelone ; c'est-à-dire les pays que je viens de mentionner plus les territoires palestiniens, la Syrie et le Liban ».

A partir de cette annonce, le ministre allemand évoque deux phases. La première présente quatre aspects prioritaires à respecter :

- Développer une coopération politique et un partenariat sécuritaire étroits.
- Développer un nouveau partenariat économique autour de la Méditerranée.
- Développer des institutions démocratiques et des médias libres.
- Développer et renforcer en les associant les sociétés civiles ainsi que le secteur des ONG.

La deuxième phase intitulée « Déclaration pour un avenir commun » doit associer outre les pays susmentionnés les pays de la Ligue arabe mais aussi l'Iran. Cette déclaration s'engage à respecter trois points :

- Les Etats signataires doivent proclamer leur attachement à la paix, à la démocratie, à la coopération économique et à un système de sécurité afin de combattre le terrorisme et le totalitarisme.
- Les Etats signataires s'engagent à poursuivre les réformes nécessaires en politique, en économie et dans le domaine social afin de répondre aux exigences du XXI^e siècle. Il est même précisé que cela doit aider à « l'intégration de leurs économies ».

- Les Etats signataires s'engagent à « donner libre accès au savoir et à l'éducation à tous, hommes et femmes ».

En conclusion à ce programme, Joschka Fischer ajoute : « Ces réflexions sur une nouvelle initiative transatlantique reposent sur la conviction que la modernisation du Proche-Orient élargi sera décisive pour notre sécurité commune au XXI^e siècle. Faire participer les populations du Proche et du Moyen-Orient aux conquêtes de la mondialisation (ndlr : et à la philosophie qui la sous-tend, le mondialisme) est donc dans notre plus grand intérêt (...). Les expériences que nous avons faites depuis cette journée effroyable du 11 septembre 2001 devraient bien nous avoir fait prendre conscience des deux côtés de l'Atlantique que, compte tenu des défis phénoménaux qui nous attendent, le partenariat transatlantique est indispensable au XXI^e siècle. Si, face à la menace commune, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord réunis au sein de l'Union européenne et de l'OTAN collaborent au plan stratégique en tant que partenaires, et si, aux côtés des pays du Proche et du Moyen-Orient, ils apportent leurs talents et atouts spécifiques dans une nouvelle coopération, nous pouvons, nous, fournir cette contribution essentielle à notre sécurité à tous. Mais si nous nous y refusons ou y renonçons par

manque de sagesse, par étroitesse d'esprit ou tout simplement par pusillanimité, alors il nous faudra tous payer le prix fort ».

A la lecture de ce programme, c'est une véritable mutation révolutionnaire qui est proposée par les sbires du mondialisme au monde musulman. L'impact de ces mesures sur la société traditionnelle régie par l'Islam ne peut conduire qu'à des chocs psychologiques et à des tensions dans les esprits musulmans, chose que nous avons dénoncé dans notre livre « La décomposition des nations européennes » en 2004. Comment concilier les mesures prescrites dans les cénacles mondialistes à la métaphysique de l'Islam absolument réfractaire au modèle du nouvel ordre mondial ? Ces contradictions se renforcent en raison du jeu d'Israël dans la construction européenne et de ses liens avec les Etats-Unis. Pour cela, l'étude de la Fondation Bertelsmann est salutaire.

L'action de la Fondation Bertelsmann est essentielle à l'égard d'Israël et du monde musulman. A la fois empire des médias et concepteur de programmes au service du gouvernement allemand, de l'UE et en liaison avec de multiples think tanks anglo-saxons, cette Fondation dirigée par Liz Mohn a développé en 1992 à l'égard d'Israël un

programme ambitieux appelé « Dialogue germano-juif » (*Deutsch-jüdischer Dialog*) sous la direction d'un Juif autrichien ayant fui dans sa jeunesse son pays en 1938 et désormais naturalisé anglais, Lord George Weidenfeld of Chelsea. Il s'agit de réunir les élites israéliennes dans tous les domaines (politiques, économiques, journalistes, ...) en liaison avec les élites européennes de différents pays de l'UE afin d'aplanir des difficultés variées et, ainsi, permettre à l'Etat hébreu de s'ancrer plus largement à l'axe euro-atlantique. Lord Weidenfeld prône en particulier le renforcement d'un « troisième pilier », le pilier juif européen, à côté des piliers juifs américain et israélien⁵⁸. L'ensemble de ces trois piliers doit constituer une architecture complète (politique, économique et militaire) réunissant l'Amérique du Nord, l'Europe et l'ensemble du Proche et Moyen-Orient en un seul tenant. Il va de soi que le monde musulman est dans l'obligation de se transcender pour faire partie intégrante de ce nouveau monde. Pour cette raison, la Fondation Bertelsmann a développé parallèlement au « Dialogue germano-juif » un institut encourageant les autorités musulmanes à s'inspirer du modèle euro-mondialiste. C'est dans le cadre des « Discussions de Kronberg » que cette Fondation

⁵⁸ *Deutsch-jüdischer Dialog 1992-2002*, Verlag Bertelsmann Stiftung, 2002, p. 9.

organise depuis 1995 de multiples réunions afin d'amener au basculement de ces élites vers l'idéal mondialiste. En tout cas, cette architecture prend de plus en plus forme puisqu'il a été décidé de créer un parlement juif européen composé de 120 membres comme l'a annoncé l'*European jewish union* à la fin de l'année 2011⁵⁹. La procédure est bien lancée puisque les candidats devant composer ce parlement ont été élus au cours du mois de janvier 2012⁶⁰. Cette évolution cadre parfaitement avec les travaux de la Fondation Bertelsmann.

Ces liens multiples encouragés par les cénacles mondialistes n'empêchent pas des rivalités internes au sein de ces divers groupes. Le cas de l'Union méditerranéenne lancée par Nicolas Sarkozy lors de la campagne électorale de 2007, avec l'appui de son conseiller Henri Guaino, est révélateur des tensions franco-allemandes. Le président Sarkozy souhaitait créer une « Union de la Méditerranée » échappant aux directives du Processus de Barcelone. Il s'agissait dans son esprit de réunir les pays de la rive Sud avec uniquement les pays de l'UE ayant une façade sur la Méditerranée. Bien entendu, dans cette affaire, la France avait un rôle majeur et était en mesure d'instaurer une zone d'influence certaine sur

⁵⁹ <http://www.eju.org/node/1352>

⁶⁰ <http://www.eju.org/news/eju-events/european-jewish-parliament-updates>

tout le monde méditerranéen. L'objectif caché était de s'assurer une zone d'influence faisant le pendant à la zone d'influence allemande en Europe de l'Est. La réaction de la chancelière Merkel avec en arrière fond le soutien de la Fondation Bertelsmann ne s'est pas fait attendre. Lors d'un discours tenu le 5 décembre 2007, la chancelière s'est insurgée face aux tentatives françaises de mettre sur pied un pré carré personnel : « Si par exemple, nous construisons une Union de la Méditerranée qui verrait uniquement la participation des Etats riverains de la Méditerranée disposant des instruments financiers de l'Union européenne, je le dis tout net ; d'autres diront : nous devons mettre sur pied une Union de l'Europe de l'Est avec, par exemple, l'Ukraine (...). Alors, il se passera quelque chose que je tiens pour très dangereux. Il se pourrait que l'Allemagne se sente plus concernée de son côté par les pays d'Europe centrale et orientale tandis que la France, elle, se tourne du côté de la Méditerranée. Cela réveillerait des tensions à l'intérieur de l'Europe que je ne veux pas. C'est pourquoi, il faut être clair : la responsabilité à l'égard de la Méditerranée est aussi l'affaire d'un Européen du Nord au même titre que l'avenir des frontières de la Russie et de l'Ukraine est l'affaire de ceux originaires de la Méditerranée. Si nous n'arrivons

pas à arrêter ce mouvement, alors l'Union européenne à mon sens retournerait à son stade primitif (...) »⁶¹. La réaction de Nicolas Sarkozy fut de procéder à un savant rétropédalage qui conduisit à une reddition complète du projet français. A Hanovre, le 3 mars 2008, le président français rendit les armes à la chancellerie. Désormais, le financement du projet méditerranéen est l'affaire des 27 Etats de l'UE sous la direction bienveillante de la Commission européenne. La France n'a pas pu instaurer sa propre zone d'influence en Méditerranée. En revanche, l'Allemagne conserve les coudées franches pour renforcer ses liens avec tous les pays de l'Europe de l'Est. C'est avec une grande satisfaction que la Fondation Bertelsmann a noté la reculade française en ajoutant que la nouvelle mouture baptisée « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » doit fusionner avec la « Politique européenne de voisinage » (PEV) afin d'être plus efficace⁶². Cette fusion permet aussi de renforcer l'emprise euro-mondialiste sur tous les projets Sud-méditerranéens interdisant ainsi toute

61

http://www.bundesregierung.de/nn_914560/Content/DE/Archiv16/Rede/2007/12/2007-12-05-merkel-konvent-fuer-deutschland.html

⁶² *Die Zukunft sichern : Europas Agenda für ein friedliche Nachbarschaft*, Diskussionspapier – Überarbeitete Version, XI Kronberger Gespräche "Europa und der Nahe Osten", Bertelsmann Stiftung, 17-19 janvier 2008, p. 15.

politique du « cavalier seul » de la part d'un Etat européen.

Conclusion

Au cours de cette étude, nous pouvons constater l'engagement des élites anglo-germano-américaines en terre d'Islam. La création de l'Etat d'Israël en 1948 a considérablement renforcé l'imbrication et les liens entre ces deux mondes. Une étape décisive a été franchie à partir des années 1990 avec le lancement de programme du style « Processus de Barcelone » appelant à une refonte totale des structures des Etats musulmans. Comme nous l'avons souligné, une complète opposition spirituelle et philosophique oppose l'Islam aux tenants du mondialisme. Cependant, les dirigeants de ces pays musulmans sont loin d'avoir été des modèles de droiture et de probité. Une corruption généralisée de la part de ces élites pactisant souvent avec les représentants du mondialisme ont permis à ces derniers d'enfoncer le clou. Pots de vin, malversation en tout genre, accaparement des richesses au profit d'une élite au détriment des peuples ont produit un ressentiment profond au sein des populations musulmanes qui, connaissant le niveau de vie des occidentaux, ont été dépitées de se voir larguées par le train de l'histoire. Le souvenir d'un passé glorieux et d'une civilisation musulmane

brillante sur plusieurs siècles laisse un goût amère aux jeunes générations qui balancent entre la tentation matérialiste présentée par l'Occident et le retour à une foi la plus pure défendue par certains courants islamistes. Les élites mondialistes jouent aussi avec ces contradictions. Ce fameux « Printemps arabe » même s'il s'appuie sur des réalités économiques et sociologiques bien réelles (pauvreté, corruption, ...) est largement nourri par l'action des élites mondialistes ravies de passer à la vitesse supérieure en mettant le feu dans toute cette zone. L'engagement de l'Égyptien Wael Ghonim qui, via les réseaux sociaux, a su enflammer la jeunesse pour renverser le régime d'Hosni Moubarak ne doit pas être vu comme celui d'un preux chevalier au service d'une noble cause. En fait, cet homme est le responsable de google pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient⁶³. Autant dire que les services de renseignements comme la CIA ou le Mossad ne sont pas très loin. En fait, la décision consistant à déstabiliser ces pays musulmans est officielle. Les propos francs et directs du général Wesley Clarke tenus en mars 2007, (ancien patron de l'OTAN et membre des *Young Leaders* de la Fondation franco-américaine ... entre autres), montrent que les États-Unis ont

⁶³ <http://www.france24.com/fr/20110207-wael-ghonim-google-moyen-orient-egypte-relache-manifestation-jan25-moubarak>

élaboré tout un programme de déstabilisation et de conquête dans un mémo datant de septembre 2001. Les pays cités sont : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran⁶⁴. En ce qui concerne le dernier pays, la revue du *Council on Foreign Affairs* (CFR) think tank au service de la politique étrangère américaine, *Foreign Affairs*, n'hésite plus à affirmer la nécessité de frapper l'Iran (*Time to attack Iran*) dans son numéro de janvier/février 2012⁶⁵. Les attaques programmées venant de l'oligarchie se multiplient puisque le think tank anglais, la *Henry Jackson Society*, vient de présenter en décembre 2011 un programme d'invasion et de contrôle de la Syrie réunissant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Turquie⁶⁶. Face à de tels bouleversements, la Russie et la Chine ne resteront pas les bras croisés.

L'objectif étant d'aboutir à une gouvernance mondiale, ces élites jouent sur deux tableaux. Soit ces pays musulmans adoptent et se coulent dans la foi mondialiste, alors c'est un acquis pour les tenants du nouvel ordre mondial⁶⁷ ; soit ces pays musulmans

⁶⁴ <http://www.youtube.com/watch?v=g76qW4kDfkY>

⁶⁵ <http://www.foreignaffairs.com/articles/136917/matthew-kroenig/time-to-attack-iran>

⁶⁶

<http://www.henryjacksonsociety.org/cms/harriercollectionitems/SyrialIntervention.pdf>

⁶⁷ C'est le cas, pour le moment, du Maroc qui avec sa nouvelle constitution adoptée en juillet 2011 reconnaît à côté de la langue arabe une deuxième langue officielle

résistent et par réaction instaurent des régimes politiques s'inspirant plus profondément encore de l'Islam (charia, ...) et c'est ce qui est en court à différents degrés, depuis 2011, en Egypte, en Libye, en Tunisie, etc ; alors, les grands prêtres de l'ordre mondialiste pourront justifier de nouvelles mesures coercitives ou d'actions militaires pour combattre selon eux l'obscurantisme. Pour le mondialisme, l'ennemi est utile. Il permet l'instauration de mesures liberticides dans son propre camp au nom de la lutte contre le terrorisme⁶⁸ tout en permettant l'élaboration d'une politique extérieure plus vigoureuse au nom de la démocratie et des droits de l'homme. C'est sans fin et surtout d'une perversité totale. Que faire ?

avec l'amazighe (Titre I, article 5 ; diversité linguistique propre à casser l'unité du pays dans un cadre supranational en voie d'instauration) ; les libertés et droits fondamentaux (titre II dans la droite ligne des traités internationaux) ; le principe régional (Titre IX qui s'inscrit là aussi dans le cadre d'une autorité supranational en formation : Union africaine et Politique Européenne de Voisinage) ou encore tout ce qui a trait aux droits de l'homme article 161 et suivants ; sans oublier le Préambule appelant entre autres à l'instauration de l'Union du Maghreb, au respect des droits de l'homme, au refus de toute forme de discrimination etc.

⁶⁸ La politique mondialiste frappe le peuple américain. Le 31 décembre 2011, le président Obama a signé un document intitulé *National Defense Authorization Act* (NDAA HR 1540). Ce texte qui n'est que la suite logique de toute une série de lois liberticides prises sous l'ère Bush junior (et même avant) autorise la détention militaire sans limite et sans procédure judiciaire de toute personne suspectée de terrorisme au nom de la défense et de l'intégrité du pays. Ce texte est dans la même veine que celui pris par Hitler en février 1933, après l'incendie du Reichstag, au nom de la sacro-sainte défense du pays. C'est tout simplement la mise en forme d'une dictature pure jus.

L'immigration organisée en haut lieu pour amener en Europe des populations d'origines arabes, sub-sahariennes et asiatiques a eu pour effet de mettre en contact étroit des peuples aux civilisations profondément différentes qui, à l'origine, n'auraient pas dû cohabiter ensemble. Cette volonté de mélange rentre dans cette philosophie mondialiste du « glocal » (contraction de « local » et « global ») qui consiste à présenter un échantillon complet de l'humanité (global) avec toutes ses diversités (religieuses, ethniques, ...) sur un territoire limité, ville ou village, (local). La répétition à l'infini de ces échantillons bigarrés doit constituer la nouvelle humanité nomade et déracinée. Ce déracinement, mal du siècle, a été dénoncé avec justesse par la philosophe Simone Weil⁶⁹. Le mondialisme en liaison avec son enfant-monstre, le sionisme, fait tout pour souffler sur les braises et favoriser ce fameux choc des civilisations. Ne nous voilons pas la face. Les différences civilisationnelles existent et parfois sont incompatibles entre elles et les élites mondialistes le savent fort bien. Au même titre qu'on ne se marie pas avec n'importe qui, dans la même suite logique et à une échelle plus large, on ne marie pas ou on ne fusionne pas certains peuples aux origines culturelles et psychologiques éloignées. Si

⁶⁹ Voir le livre incontournable d'Adrien Abauzit, *Né en 1984, abécédaire pour une jeunesse déracinée*, Editions Le retour aux sources, parution janvier 2012.

ces élites mondialistes sont si efficaces ; c'est parce qu'elles connaissent réellement la diversité du genre humain et en jouent. Inévitablement, les esprits de ces différentes communautés vivant sur le même territoire – et c'est le cas des pays européens – s'échauffent et se regardent selon l'expression consacrée en « chiens de faïence ». Pour court-circuiter l'élite mondialiste et ennemie du genre humain, la sagesse serait de la part des dirigeants des communautés extra-européennes vivant en Europe de ne pas tomber dans le piège tendu par les tenants d'un monde unifié ayant pour capitale Jérusalem, comme le proclame officiellement Jacques Attali, en se radicalisant et en voulant imposer leurs modes de vie étranger à la civilisation européenne. C'est, si nous pouvons dire, du pain béni pour les partisans du « Choc des civilisations » qui peuvent s'appuyer sur les tensions multiples pour justifier ce fameux choc et encourager des mesures de rétorsions en tout genre. Inversement, c'est aussi aux différents peuples européens de se reprendre. Que reste-t-il de la civilisation des différents pays européens ... quasiment plus rien. Les peuples européens ne peuvent pas en imposer et inspirer respect et considération alors qu'ils ont tout renié des traditions civilisationnelles qui ont fait la gloire de l'Europe. Que reste-t-il de l'honnête homme

français, italien, espagnol, ... représentant d'un certain art de vivre propre au génie européen ? Rien. Et ce n'est pas une console de jeu et une barre de shit qui vont relever le niveau. Il est vrai aussi que tout est fait pour rabaisser et amollir l'âme des Européens. L'ouvrage incisif de Pascal Bernardin, « Machiavel pédagogue », le prouve largement. Dans le prolongement du mondialisme, le sionisme s'active largement pour imposer ses vues. Cependant, il existe des intellectuels et religieux juifs farouchement opposés à cette vision messianique défendue par le sionisme. Ce monde n'est pas monolithique. Au sein de ces milieux juifs, des courants contradictoires ne partageant pas les « idéaux » de certains se font une guerre farouche entre eux. Dans ce cas, ne serait-il pas possible de nouer entre représentants des différentes communautés extra-européennes, des défenseurs de la conservation des peuples européens de souche et des représentants juifs s'opposant au mondialisme/sionisme une sorte de *modus vivendi*. En fait, il s'agirait de trouver un accord entre ces groupes permettant de stériliser l'action dévastatrice des agents du mondialisme qui ne cherchent qu'à attiser la haine entre ces différents mondes afin d'aboutir au fameux « Choc des civilisations ». Les distinctions réelles caractérisant les différents

groupes de civilisation (européen, musulman, ...) n'obligent quand même pas, pardonnez-moi cette expression, « à se foutre sur la gueule ». Même si les différences existent et n'autorisent pas les mélanges, il est possible de maintenir un minimum de paix à condition d'avoir un comportement obéissant à la morale naturelle. En face, nos ennemis prospèrent sur notre désunion. Quand un Bernard-Henri Lévy proclame que « c'est en tant que juif » qu'il a « participé à l'aventure politique en Libye » lors de la première convention nationale organisé par le Conseil représentatif des organisations juives de France (CRIF) ; que « j'ai porté en étendard ma fidélité à mon nom et ma fidélité au sionisme et à Israël » ; précisant plus loin au sujet de son soutien à la guerre en Libye : « C'est en tant que juif que j'ai participé à cette aventure politique, que j'ai constitué à définir des fronts militants, que j'ai contribué à élaborer pour mon pays et pour un autre pays une stratégie et des tactiques(...). Je ne l'aurais pas fait si je n'avais pas été juif »⁷⁰ ; cela révèle l'ampleur des ambitions de ces élites qui peuvent mettre un pays à feu et à sang comme la Libye au nom d'une idéologie en attendant le tour de la Syrie et de l'Iran. Cependant, ce souhait de vouloir se hisser par-delà les différences pour présenter un front commun face

⁷⁰ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/11/20/97001-20111120FILWWW00182-libye-bhl-s-est-engage-en-tant-que-juif.php>

aux représentants du mondialisme risque de rester un vœu pieux. En effet, nous évoquions ci-dessus le mot sagesse pour tenter de trouver une parade aux maux actuels. Au vu de l'expérience de l'histoire et de la psychologie des peuples, nous pouvons constater que cette « sagesse » est la chose la moins partagée par le genre humain. Alors ...

Pierre Hillard

Le 7 février 2012